

COMMUNI QUE DE PRESSE.

Grande Région :

Les syndicats demandent aux politiques audace et honnêteté.

Les responsables politiques de la Grande Région veulent-ils vraiment faire avancer la Grande Région sur les plans sociaux et économiques ? se demandent les responsables syndicaux de Lorraine, du Luxembourg, de Trèves/Rhénanie Palatinat, de la Sarre et de la Wallonie.

Toutes les composantes de la Grande Région tirent-elles dans le même sens ?

Toutes les composantes de la Grande Région veulent-elles la même chose, notamment une large coopération en Grande Région avec des institutions communes qui fonctionnent bien ?

Les principales revendications des syndicats depuis des années peuvent être résumées comme suit :

1. Créer un budget commun
2. Investir la Maison de la Grande Région d'un statut institutionnel et lui donner les moyens nécessaires pour mener à bien ses missions. Pour les syndicats, ces missions devraient comprendre notamment :
 - (a) assurer la continuité des travaux du CESGR de présidence en présidence, en finançant un secrétariat permanent ;
 - (b) assurer la gestion et la distribution des fonds de cohésion (structurels) communautaires prévus d'être gérés en commun ;
 - (c) assurer la gestion de l'information et de la communication (rayonnement de la Grande Région / antennes régionales de la Maison de la Grande Région ; relations presse ; gestion d'un portail documentaire sur Internet, ...)

(d) faciliter la coopération administrative, notamment dans les domaines du travail et de l'emploi, de la formation professionnelle, de la formation universitaire, de la recherche et de l'innovation (clustering), de la sécurité sociale ainsi que du transport en commun ;

(e) susciter la réflexion et le débat sur les retombées des propositions européennes (directives ou règlements) dans la Grande Région.

Les syndicats de la Grande Région solliciteront une entrevue avec les responsables politiques de chaque région pour réitérer ces revendications. Ils se concerteront ensuite pour décider des suites qu'ils souhaitent donner à ces échanges.

Il n'est pas acceptable que les composantes de la Grande Région ne se positionnent pas clairement et que certaines régions continuent à faire des déclarations du bout des lèvres lors des sommets de la Grande Région sans réelle volonté de créer les conditions nécessaires pour faire avancer la Grande Région.

Tous les responsables politiques doivent enfin énoncer clairement leurs objectifs pour la Grande Région.

26 novembre 2007